

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

12^e ANNEE
Supplément au N° 171
Avril 1974

MENSONGE DES VOIES PACIFIQUES ET ÉLECTORALES

La destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois, seule voie de l'émancipation prolétarienne

A l'occasion de la nouvelle représentation de la farce électorale, les partis dits « de gauche » s'emploient une fois de plus, avec un cynisme inégalé, à fourvoyer la classe ouvrière dans la perspective d'un processus de réformes du capitalisme et de l'Etat bourgeois à partir d'une victoire issue des urnes. A cette misérable perspective électoraliste,

A première vue, il pourrait sembler ne s'agir que d'une simple divergence de méthode entre branches du mouvement ouvrier poursuivant le but commun de l'accession de la classe ouvrière au pouvoir : d'un côté ceux qui prônent la révolution violente ; de l'autre ceux qui prétendent y parvenir progressivement et sans douleur par une victoire électorale obtenue grâce à une alliance avec les couches petites-bourgeoises.

En réalité, l'opposition entre ces deux méthodes est l'expression d'une opposition de principe radicale, non pas entre deux branches d'un même mouvement, mais entre ceux qui appliquent dans toutes ses conséquences la doctrine marxiste, et ceux qui la trahissent pour justifier une pratique parfaitement contre-révolutionnaire — qui prélué, comme l'histoire l'a déjà montré, à la défense directe de l'ordre bourgeois lorsque la situation l'exige.

La vision social-démocrate, expression des intérêts de couches cherchant avant tout à éviter le déchaînement de la lutte des classes, se ramène sur le plan de la doctrine au mensonge bourgeois d'un Etat par lui-même au-dessus des classes, et que chacune peut utiliser à son gré en le « remplissant » d'un contenu de classe favorable à ses intérêts, à la seule condition d'avoir au préalable gagné les élections.

Selon la thèse centrale du marxisme au contraire — celle-là même que Lénine a splendidement défendue dans *L'Etat et la révolution* contre les traîtres réformistes qui l'avaient déjà enseveli une première fois — l'Etat bourgeois n'est autre chose qu'un organe de répression au service de la bourgeoisie. Pour consolider sa domination et sa richesse, la classe bourgeoise n'a pas hésité à user de

la violence pour détruire l'Etat féodal ; puis elle a forgé son propre Etat, cet énorme appareil administratif, judiciaire, policier, militaire ; elle l'a créé, développé, doté d'une hiérarchie fidèle et dévouée, rodé enfin au cours de décennies d'expérience accumulée. Par l'école, l'endoctrinement de la propagande bourgeoise, le réseau des lois au service de la classe possédante, l'appareil judiciaire chargé de les appliquer, et plus généralement l'intimidation exercée collectivement contre les exploités par la force organisée de la police et de l'armée, l'Etat exerce de manière en quelque sorte « indirecte » sa fonction permanente de défenseur de l'ordre bourgeois. Lorsqu'il le faut il n'hésite pas, il n'a jamais hésité — l'histoire en est témoin ! — à déchaîner directement contre la révolte des opprimés la violence armée qui a précisément été organisée et préparée dans ce but, grâce à un appareil d'encadrement solidaire par nature et par vocation des intérêts de la classe dominante.

Le marxisme soutient donc, au point d'en faire un principe fondamental du communisme (énoncé par Marx et Engels après la Commune et strictement appliqué par les bolchéviks en 1917), qu'il est impossible d'utiliser l'appareil d'Etat de la bourgeoisie pour aller contre les intérêts bourgeois, comme on retournerait contre l'adversaire une arme qui lui a été arrachée : car à la différence d'un fusil qui peut indifféremment tuer un bourgeois et un prolétaire, l'Etat bourgeois n'est pas neutre : c'est une arme intelligente, forgée et dressée par la bourgeoisie, et qui ne peut, de par sa nature et de par sa constitution, servir que les intérêts bourgeois. On ne peut s'en emparer et l'utiliser dans le cadre d'un processus pacifique et respectueux de la légalité bour-

aussi vieille que la trahison du marxisme révolutionnaire par la social-démocratie, le communisme a toujours opposé la seule véritable voie de l'émancipation prolétarienne : révolution violente, destruction de l'Etat bourgeois, et instauration par le prolétariat de sa dictature, sous la direction de son parti, pour entreprendre le bouleversement révolutionnaire des rapports sociaux.

geoise pour aller à l'encontre des intérêts généraux de la bourgeoisie. Aucun gouvernement ou président, aucune majorité électorale parlementaire « de gauche » ne peuvent donner à cet appareil d'Etat bourgeois une orientation et une fonction différentes de celles qu'il a par nature, et encore moins le détruire ; ils le peuvent d'autant moins qu'ils ont au contraire pour programme de l'utiliser, voire de le renforcer pour mener à bien leur politique de réformes.

C'est pourquoi le communisme proclame la nécessité de la destruction de l'appareil de domination de la bourgeoisie par

(suite page 2)

Un programme aussi vieux que l'opportunisme

L'opportunisme est depuis de longs mois descendu dans l'arène de la course électorale en brandissant le « programme commun », qui, aux yeux du P.C.F., serait « l'arme enfin trouvée » de l'émancipation prolétarienne, le « pont enfin jeté » vers le communisme qui, pour la première fois dans l'histoire, quitterait le domaine de l'utopie !

Les objectifs pour lesquels la gauche fait campagne sont simples : 1) une « France plus présente », 2) un « peuple plus fraternel », 3) une « monnaie plus forte » et 4) une « société plus juste », enfin 5) « des hommes plus libres ». Traduisons-les dans le langage direct des communistes : 1) soutien à l'impérialisme français, 2) collaboration des classes, 3) travailler d'abord et 4) revendiquer ensuite, enfin 5) un peu d'air et de démocratie pour l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes.

Tel est le programme avec lequel l'opportunisme — qui est l'expression politique des intérêts de ces couches — est déjà allé au gouvernement sous les habits successifs donnés par l'histoire et mis aux modes nationales particulières.

En 1914, les partis sociaux-démocrates, à quelques glorieuses exceptions près, reniaient toutes leurs promesses antérieures et allaient au gouvernement pour entraîner le prolétariat dans la première boucherie impérialiste. Dans la vague révolutionnaire du premier après-guerre, ces mêmes partis paralysaient le prolétariat et, en Allemagne, participaient au gouvernement pour le réprimer ouvertement. En 1936, en France, la vieille S.F.I.O. appuyée par le jeune opportunisme stalinien responsable de la destruction de l'Internationale de Lénine, allait au gouvernement pour préparer, contre quelques miettes, le prolétariat à la guerre. Après avoir participé à la deuxième boucherie impérialiste, ces partis prirent leur place dans le gouvernement pour discipliner le prolétariat dans l'effort de « reconstruction nationale » de l'économie, de l'Etat et de l'empire colonial.

Et aujourd'hui ? Dans une période, aux dires de Mitterrand, « moins périlleuse et même pratiquement sans danger pour la paix civile », il s'agit tout simplement de calmer « l'ensemble des forces vives du travail et de la production pour faire face à la crise qui bat à la porte et qui s'aggravera ». Aujourd'hui comme toujours, tenter de plier le prolétariat aux exigences du capital, telle est la fonction des partis opportunistes, des partis ouvriers bourgeois, qui ne peuvent en aucune manière être considérés comme la « droite » du mouvement ouvrier, mais bien comme les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, et doivent être combattus comme tels.

Les « révolutionnaires » aux urnes

Du côté de l'« extrême gauche », la précampagne électorale est déjà une véritable leçon de choses.

Tandis que le P.S.U. offre directement ses services à Mitterrand et que l'Humanité Rouge appelle à l'abstention au nom de la révolution prolétarienne mariée à l'« indépendance nationale » — qu'un éventuel

gouvernement Mitterrand serait censé brader au profit du « social-impérialisme » russe (H.R. n° 225) — les différents courants issus de la matrice trotskyste se hâtent de s'emparer de la « tribune électorale » pour, selon leur théorie favorite, « se compter » et développer « le programme et les idées des révolutionnaires ».

Face aux social-démocrates du P.C. et du P.S. — qui affirment qu'on peut et qu'on doit « aller au socialisme » sans violence, par la conquête pacifique du pouvoir dans le cadre de l'Etat bourgeois, et qui, en toute cohérence, voient dans les élections un moment essentiel de cette « bataille » — et face aux anarchistes ennemis de tout pouvoir et de tout Etat, les « révolutionnaires » de l'O.C.I., de Rouge et de L.O. (pour ne prendre que les trois courants trotskystes les plus significatifs) revendiquent tous, en paroles, les principes fondamentaux du communisme : la révolution violente et la dictature du prolétariat comme étapes obligatoires entre le capitalisme et le socialisme.

Fort bien ! Mais pour que ces affirmations aient un sens, encore faudrait-il ajouter sans équivoque qu'il est exclu que cette voie — unique et totalitaire — puisse se concilier avec la voie opposée de la conquête graduelle de l'Etat bourgeois ; qu'il est exclu que le prolétariat puisse avoir ni serait-ce qu'une parcelle de pouvoir tant que l'Etat bourgeois n'a pas été détruit, et puisse se reconnaître dans un prétendu « gouvernement ouvrier » qui ne serait pas issu de l'insurrection et serait autre chose que la dictature du prolétariat ; et qu'un tel gouvernement, les communistes

n'ont ni à le défendre, ni à en favoriser l'avènement.

Or apporter ces précisions indispensables, c'est précisément ce que les héritiers plus ou moins fidèles du Programme de Transition ne font pas, et ne peuvent pas faire.

A l'occasion des élections législatives de 1973, tout en affirmant que « le socialisme ne saurait être instauré que par la révolution », l'O.C.I. justifiait ainsi ses brûlants appels « pour le gouvernement ouvrier » : « Changer la vie exige [...] un gouvernement qui organise, centralise, érige la classe ouvrière en classe dominante, un gouvernement qui détruit le pouvoir du capital, un gouvernement qui constitue le pouvoir de la classe ouvrière. Ce gouvernement, le P.S. et le P.C.F. peuvent combattre pour et peuvent le réaliser » (Appel de l'O.C.I., supplément à Informations Ouvrières, n° 592). « Nous luttons pour cette solution, car c'est la solution la meilleure, celle qui permettrait d'assurer un développement organique de la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie aux moindres frais, avec le minimum de heurts et de violence » (Rapport de l'O.C.I., supplément à I.O., n° 545). Quelle économie ! Certes, l'O.C.I. parle de révolution. Mais quelle révolution ? La révolution « aux moindres frais » faite d'en haut, par le gouvernement !

Depuis, il y a eu le Chili, et l'O.C.I. rectifie le tir... dans la continuité. « La victoire de Mitterrand n'est pas celle de la révolution », mais « une étape nécessaire sur la voie de la lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois », le point de départ d'une série de paliers successifs, par lesquels les masses avanceraient, de « lutte » en « lutte » (pour l'élection de Mitterrand, « pour l'abolition de la Constitution gaulliste », pour « la chute du système bonapartiste », et ainsi de suite), « vers un nouveau gouvernement, un véritable « gouvernement populaire » qui ne pourra résoudre les problèmes sociaux qu'en s'attaquant à la domination du capital, au système de la propriété privée des moyens de production, et à l'Etat bourgeois » (I.O. du 10-4-74). Autrement dit, pour l'O.C.I., non seulement il existe entre le capitalisme et le socialisme une étape de transition autre que la dictature du prolétariat — ce que le marxisme a toujours nié — mais il en existe au moins deux (« gouvernement populaire », « véritable gouvernement populaire »)... en attendant les prochaines troupes.

Le gradualisme de Rouge (qui accuse l'O.C.I. d'avoir des « principes élastiques » parce qu'elle « choisit de voter réformiste ») (suite page 2)

RÉUNIONS PUBLIQUES

VOIE ELECTORALE, OU DESTRUCTION REVOLUTIONNAIRE DE L'ETAT BOURGEOIS ?

- PARIS : Vendredi 26 avril, 20 h 30, Salle Lancry, 10, rue de Lancry (10^e) - Métro : République
- LILLE : Samedi 11 mai, 18 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes)

Honteux appels à la trêve sociale

Si dans la campagne présidentielle actuelle, la bourgeoisie a des raisons de se sentir affligée par le spectacle véritablement grotesque offert par ses représentants politiques lui rappelant brutalement que 15 ans de gaullisme et de pompidolisme n'ont pu finalement venir à bout de ses querelles, elle pourra au moins se féliciter de quelque chose, à savoir la servilité de l'opportunisme à son égard.

Certes, la vague de luttes ouvrières dans ce pays n'a pas atteint l'importance qu'elle vient d'avoir en Angleterre où la bourgeoisie a utilisé les élections pour briser la magnifique détermination des mineurs et fait le chantage habituel pendant la campagne électorale pour casser les autres mouvements; mais si la bourgeoisie française n'a pas choisi le moment de la campagne présidentielle, elle a au moins su utiliser l'événement au mieux de ses intérêts. Son chef d'œuvre n'était pas encore enterré qu'elle s'inquiétait déjà de savoir quelles répercussions sa mort pourrait bien avoir sur « l'atmosphère sociale ». Ses appels à la « trêve sociale » pendant la durée des élections n'étaient pas encore proférés ni peut-être même rédigés que déjà les syndicats, complètement acquis à l'orientation de collaboration des classes, prenaient avec une parfaite unanimité l'engagement de tout faire pour enterrer la vague de grèves.

Il est inutile de parler de F.O. conspuée à juste raison par les grévistes de Saint-Nazaire pour avoir refusé de participer au mouvement, dont le secrétaire général semble se confiner dans le rôle de porte-parole des mesures sociales du gouvernement.

La C.G.T. elle, déclare qu'elle « entend continuer à assumer toutes les responsabilités qui lui incombent dans l'action revendicative. Elle considère qu'il est de l'intérêt des travailleurs que les élections présidentielles se déroulent dans la sérénité, afin que chaque citoyen puisse se prononcer démocratiquement, en conscience de l'importance de son vote pour l'avenir du pays ».

Et le lendemain, Ségué adressait une lettre au C.N.P.F. qui venait de demander que soit mis fin aux « querelles et aux disputes » :

« Pour que le calme et la dignité président à la consultation électorale, il est indispensable que chaque partie y contribue réellement. Or, si la C.G.T. a déjà fait preuve d'esprit civique et constructif autrement qu'en paroles, force est de constater que le patronat comme l'Etat-patron, à quelques exceptions près, s'en tiennent à une position hermétique interdisant le règlement négocié des conflits qui se prolongent » (L'Humanité du 5-4-74).

Et il ne faudrait pas croire que la C.F.D.T., que l'on prétend « ra-

dicale » et « jusqu'aboutiste » soit en reste :

« Nous n'acceptons pas que le patronat profite de la période électorale pour retarder les négociations, étouffer les revendications, mais nous entendons que cette action de masse, que nous allons continuer à conduire, soit consciente, responsable, maîtrisée. Je veux dire par là, que si l'heure n'est pas à l'inaction, elle n'est pas non plus à l'activisme » (Le Quotidien de Paris du 4-4-74).

C'est dans ce cadre-là que les syndicats ont manifesté leur volonté d'en finir notamment dans les banques et dans les chantiers navals, confirmant ainsi leur rôle de sabotage de la lutte ouvrière, illustré par cette déclaration de la fédération C.G.T. de l'E.D.F. dans une conférence de presse commune avec la C.F.D.T. :

« Nous sommes décidés à développer l'action si nécessaire pour contraindre les directions à une plus grande compréhension des problèmes; développer l'action, mais pas n'importe quelle action compte tenu de la période politique que nous connaissons actuellement et de notre position quant à la sérénité dans laquelle doivent se dérouler les élections présidentielles. Nous ne voulons donner à nos adversaires aucune occasion de se servir d'une action inconsidérée qui pourrait gêner le rassemblement le plus large possible sur le candidat commun de la gauche aux élections présidentielles et dont la victoire serait, de notre point de vue, la solution aux difficultés qu'ont connues les électriciens et les gaziers, depuis 1958 notamment » (L'Humanité du 10-4-74).

Il n'est pas plus évident appel à la renonciation à la lutte pour satisfaire les revendications les plus élémentaires en faisant miroiter de vagues promesses électorales !

C'est dans le même esprit que la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. ont décidé le 12 avril de remplacer le défilé revendicatif du 1^{er} mai à Paris par un meeting électoral afin « d'éviter toute provocation ou incident qui risquerait de nuire à la nécessaire sérénité de la campagne présidentielle » (Le Monde, 14-15/4/74).

S'il est vrai que l'opportunisme est conduit à saboter ouvertement les luttes revendicatives et les grê-

ves en période électorale, il ne faudrait pas en conclure pour autant que passés ces périodes il pourrait défendre les intérêts de la lutte prolétarienne. En réalité son sabotage n'est pas dû à des raisons contingentes, et s'il est plus manifeste en certaines périodes qu'en d'autres, il est permanent.

La fonction de l'opportunisme est en effet de canaliser les réactions ouvrières pour tenter d'empêcher qu'elles ne s'opposent aux intérêts du capital et de son Etat, en les maintenant sur le terrain de la catégorie, de l'entreprise, ou de la nation au lieu d'unifier ces réactions pour en faire une force unitaire qui serait un puissant levier révolutionnaire. Aussi, les revendications ouvrières doivent-elles être « légitimes », c'est-à-dire compatibles avec les possibilités de la production, et le grand danger est-il que la classe ouvrière lutte pour ses intérêts généraux propres, en refusant de laisser subordonner ses revendications à la défense de catégories privilégiées comme les cadres. Aussi la grève — même limitée par avance dans le temps — n'est-elle plus dans cette vision méprisable que « l'arme ultime », non pas pour obtenir satisfaction, mais pour imposer la négociation dans laquelle le résultat ne dépendrait pas du rapport des forces mais de l'épaisseur du dossier et de la justesse des arguments, compte tenu naturellement, des nécessités réelles ou supposées de l'avenir de la production.

C'est ainsi que l'opportunisme ouvrier fait son travail quotidien de sape contre-révolutionnaire, et qu'il tente de briser toute velléité de classe pour canaliser les énergies ouvrières dans la perspective d'un changement de gouvernement par la voie électorale et pacifique.

PERMANENCES DU PARTI

- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A Lille : le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, r. de Charenton, Paris-12^e

Les « révolutionnaires » aux urnes

(Suite de la page 1)

le premier tour », alors que la déception exigerait d'attendre le deuxième... à une allure nettement différente de celle des paladins du Front Unique Ouvrier. Le « gouvernement ouvrier » n'est plus une « étape nécessaire » de la conquête du pouvoir, mais il « peut être un tremplin » vers celle-ci, « à condition que les travailleurs prennent conscience de la nécessité de déborder le cadre étroit du Programme Commun en allant de l'avant sans compromission » (Rouge du 12-4-74).

Cela signifiera refuser « les compromis, les ouvertures à la bourgeoisie », les « gouvernements de coalition », « exiger la dissolution de l'Assemblée », « l'expropriation des grands trusts », « combattre le sabotage économique de la bourgeoisie, organiser la vigilance ouvrière contre les complots réactionnaires » et enfin, bien sûr, « étendre le contrôle ouvrier sur la production ». Tout ceci « en basculant les projets timorés, légalistes, défaitistes, de l'Union de la Gauche ». L'énumération est longue. Mais de lutte contre l'Etat bourgeois et donc contre son gouvernement de partis opportunistes, pas un mot.

Il est évident que Rouge ne considère pas les partis ouvriers-bourgeois social-impérialistes comme des agents de la bourgeoisie, mais tout au plus comme ses « otages », ses victimes. Aussi ce gouvernement « ouvrier » dans le cadre de l'Etat bourgeois doit-il être défendu « contre toute tentative de coup d'Etat réactionnaire », parce qu'il représente un acquis positif, bien qu'incomplet, tant sur le plan politique (la démocratie !) qu'économique (les nationalisations !). C'est précisément sur la nature « contradictoire » de ces partis et sur le côté « positif » de leur programme qu'il serait possible de prendre appui, pour les sommer de « rompre avec la bourgeoisie » et de « franchir en s'appuyant sur les masses mobilisées les limites de la légalité bourgeoise ».

Ainsi Rouge laisse ouverte l'hypothèse d'une révolution... impulsée et facilitée par le gouvernement. Cependant, cette hypothèse étant malgré tout la plus improbable, il convient de se préparer à le déborder pour créer — selon toute une technique minutieusement codifiée de l'« auto-organisation » — une « situation de double pouvoir » qui « devra se terminer par la victoire d'un des deux camps ». La candidature Piaget — présentée comme une tentative pour « faire apparaître dans les élections un vaste courant anticapitaliste qui soit en même temps un cadre de débordement massif des solutions

capitulardes des partis réformistes » — est précisément un symbole de cette voie. Ainsi, alors que chez l'O.C.I. le fétichisme de l'unité avec les masses se traduit par un appui « inconditionnel » à Mitterrand dès le premier tour, la conception tout aussi suiviste et fataliste de Rouge, qui aspire à « unir ceux qui ne font pas confiance aux dirigeants banqurotiers de l'Union de la Gauche », l'amène en toute logique à désigner pour symbole et pour « cadre » de cette unification un... dirigeant du P.S.U. Misère du spontanéisme !

Lutte Ouvrière — qui a récemment lancé les foudres de l'anathème sur les trotskystes anglais coupables d'avoir appelé à voter Wilson — garde jusqu'ici un silence prudent sur son attitude au deuxième tour et évite soigneusement, dans son numéro du 9-4-74, de faire aucune déclaration de principe allant au-delà de cette affirmation banale (et de surcroît inexacte) que « la gauche ne vient généralement au pouvoir que pour y faire la politique de la droite ». On peut cependant parier sans trop de risque que — comme elle le fit naguère — L.O. appellera à voter l'Union de la Gauche « pour des raisons tactiques » (« ne serait-ce que pour aider à faire la preuve de ce qu'ils sont ») ou encore trouvera le moyen de démontrer la différence entre l'« appuyer » et « ne pas lui mettre d'obstacle ».

Nous laisserons de côté ici l'argument « tactique », quitte à y revenir dans un prochain numéro. Mais L.O. va plus loin. C'est ainsi que dans sa brochure sur le Chili, elle affirme clairement que « dans le cas d'un Mitterrand attaqué par l'extrême droite » la classe ouvrière aurait à défendre la gauche au pouvoir non pas « derrière » Mitterrand, mais... « dans le même camp que lui ». A partir de là, à quoi sert de dénoncer avec de grands airs « la politique préconisée par la gauche et une partie de l'extrême gauche à propos du Chili », et de parler d'indépendance d'organisation sur le plan politique et militaire ? A rien qu'à accroître la confusion. Il faut choisir : ou la loyauté à l'égard de la démocratie ou la loyauté à l'égard du prolétariat !

Le gouvernement des agents de la bourgeoisie, une « étape nécessaire », un « tremplin », un acquis (?) à « défendre » (en toute... « indépendance ») : autant de maillons d'une même chaîne opportuniste, autant de ponts tendus vers la social-démocratie et la démocratie tout court, autant d'aveux que ceux qui s'en réclament n'ont pas déclaré la guerre sans merci à l'Etat bourgeois, et que leur bavardage « extrémiste » n'est que pénible magogic.

La destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois

(suite de la page 1)

le prolétariat insurgé, qui devra instaurer son propre appareil de domination et de répression. Quand le système électoral et le Parlement, la bureaucratie, la justice, la police et l'armée de la bourgeoisie auront été détruits, alors seulement le prolétariat aura réellement pris le pouvoir, et cela est évidemment inconcevable sans la guerre civile et la lutte armée opposant à l'appareil d'Etat bourgeois les masses révoltées sous la direction politique et militaire de leur parti de classe. Ce n'est qu'alors que le prolétariat pourra consolider son pouvoir et instaurer son propre Etat, la dictature du prolétariat, pour entreprendre la destruction de la société de classe, à commencer par ses bases économiques, et briser la résistance des classes vaincues.

Certes, la prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat n'est pas pour aujourd'hui, ni même pour un proche avenir, car si ses conditions objectives sont en voie de mûrissement, ses conditions subjectives — c'est-à-dire l'influence du parti sur les masses — sont loin d'exister. Mais elle ne pourra pas être réalisée demain si elle n'est pas préparée avec acharnement dès aujourd'hui. Cette prépara-

tion consiste dans la défense et la propagation des armes politiques indispensables à la victoire, c'est-à-dire notamment dans la destruction des préjugés bourgeois sur les méthodes pacifiques (et donc électorales) d'émancipation prolétarienne, dans la lutte politique implacable contre les partis qui en les propageant se font les complices de la conservation bourgeoise, dans la préparation politique du prolétariat à la nécessité de la révolution violente et de la lutte armée, et donc avant tout dans la constitution du parti qui incarne ce programme et devra s'implanter dans la classe ouvrière pour centraliser ses énergies et diriger sa lutte.

C'est en fonction de cette perspective culminant dans la révolution violente, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat — et de cette perspective seule, ce qui exclut toute approche moralisante ou métaphysique, de type anarchiste par exemple — que le marxisme doit envisager la question de la démocratie parlementaire et des élections en général.

Pour le marxisme, la république démocratique, avec ses élections parlementaires et avec ou sans élections présidentielles, n'est, et ne peut être autre

chose qu'une forme de la domination et de l'oppression bourgeoises : c'est même certainement, du point de vue du capitalisme, la meilleure et la plus habile, car elle se travestit de la fiction de la volonté populaire qui ne connaît plus de classes sociales, mais seulement des « citoyens » libres et égaux allant déposer, l'exploiteur à côté de l'exploité, leur bulletin dans l'urne.

Les institutions représentatives de la république démocrati-

que ne sont qu'un des rouages de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie : pas plus que ce dernier elles ne peuvent être conquises par le prolétariat, encore moins utilisées comme forme du pouvoir prolétarien ou de l'instauration de ce pouvoir, mais devront être détruites, au même titre que l'ensemble de l'appareil d'oppression bourgeois.

La mystification électorale est en effet une arme puissante aux mains de la classe dominante : en faisant croire aux masses ou-

vières — grâce à la complicité des partis opportunistes — que leur émancipation pourrait prendre la forme d'un processus pacifique et électoral, et qu'on pourrait grâce à une judicieuse utilisation de la constitution bourgeoise instaurer un pouvoir prolétarien, la bourgeoisie endort et désarme politiquement la classe ouvrière; elle entrave ainsi sa préparation révolutionnaire qui doit au contraire déboucher sur l'affrontement armé contre les forces du capital.

L'expérience a également montré que la bourgeoisie a appris à utiliser la mystification électorale pour briser une agitation sociale généralisée qui, sans mettre en cause le pouvoir d'Etat, gêne l'ordre productif capitaliste; les élections servent alors directement à dissiper l'énergie prolétarienne dans les urnes, ou bien à la domestiquer pour la transformer en arrivée au pouvoir des laquais de la bourgeoisie qui remplissent alors directement les tâches de gestion de l'Etat bourgeois.

Les illusions électorales et les partis opportunistes qui les répandent doivent donc être impitoyablement combattus par les communistes. Ce n'est pas sur le terrain électoral mais sur celui de la lutte de classe que se trouve la voie de l'émancipation prolétarienne.

PUBLICATIONS DU PARTI

EN FRANÇAIS	
— Communisme et fascisme, 158 p.	8,00 F
— Le principe démocratique, 24 p.	1,50 F
— Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 p. ..	4,00 F
— La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme », 100 p.	5,00 F
— Force, violence, dictature dans la lutte de classe, 58 p.	4,00 F
— Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours	15,00 F
EN ESPAGNOL	
— Los fundamentos del comunismo revolucionario	4,00 F
— Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase	4,00 F
— Partido y clase	7,00 F
EN PORTUGAIS	
— Teses características do partido : bases de adesao ..	3,00 F
— Licoes das contra-revolucoes	3,00 F